

évoquent les risques du terrain et la difficulté des limites à tracer pour ne pas être aspiré par lui et rester dans l'objectif d'une production scientifique. Cet aspect, faisant du terrain une expérience avant tout sensible, est rendu encore davantage périlleux quand le sociologue lui-même est doublement investi – la vocation portant à la fois sur l'étude de l'objet et l'objet de l'étude. Cette « double incorporation » (p. 236) est traitée dans le texte de Pierre Emmanuel Sorignet, sociologue et danseur. Ces derniers textes évoquent avec courage et précision, les médiations, conditions et procédures permettant de passer de la « connaissance par corps »¹, pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, à la connaissance scientifique. L'apport notable de cet ouvrage réside dans la volonté, partagée par tous les contributeurs, de s'affranchir d'une logique obsolète contenue dans l'impératif épistémologique d'une « neutralité axiologique » face à laquelle le sociologue devrait soumettre tout ce qui pourtant lui permet de penser, en situation. D'où son titre – volontairement provocant – qui sous la forme d'une interrogation invite à se demander si, pour faire science, les chercheurs doivent inéluctablement se débarrasser de ce qu'ils sont². L'ouvrage n'évacue pas pour autant la complexité des nuances, vis-à-vis d'un engagement conçu comme pluriel, qui certes produit des effets de connaissance, mais n'en est pas la seule condition. L'ambition initiale des deux coordinatrices, de présenter « la tambouille de la recherche, la cuisine et les dépendances » de sociologues, les mains plongées dans le « cambouis de la production du savoir, dévoilant ainsi le caché des situations de travail » (p. 6), est largement aboutie et le produit final ne peut être qu'amplement conseillé à tous nouveaux chercheurs en sciences sociales, dans la mesure où, aux travers d'expériences empiriques diversifiées, il permet d'aborder sous un jour nouveau les latitudes déontologiques et épistémologiques des pratiques – nécessairement singulières – de recherche en sociologie.

Alice Canabate –

Université Paris Descartes

La totalisation de l'Amérique³

Des fermiers comptant leurs cultures et leurs terres ; des fonctionnaires qui tentent de dénombrer des populations ; des gouvernants qui entreprennent de réguler le marché et de répondre à une crise économique ; une figure sociale du chômeur solitaire et responsable de sa condition, bientôt remplacée par une horde collective de sans-emplois dont la culpabilité ne peut plus être attestée ; une Amérique fédérale se donnant à voir, sous certaines conditions, comme un tout : le livre d'Emmanuel Didier propose, plutôt que de mettre lui-même de l'ordre dans ce fatras de personnes, de pratiques et d'entités, de suivre la mise en cohérence entre ces différents éléments qu'effectuent, non sans mal et chacun à leur échelle, les acteurs eux-mêmes. Reposant sur l'exploitation de nombreuses archives qui mènent le lecteur dans la constitution des statistiques au sein de l'Amérique rurale et urbaine de la première moitié du 20^e siècle, ce travail s'inscrit dans la voie ouverte par les recherches d'Alain Desrosières. Il analyse ainsi les manières de fabriquer des instruments statistiques d'objectivation, non comme de simples outils de légitimation politique, mais en tant que modes de figuration et d'articulation des rapports sociaux. À une sociologie des sciences internaliste, qui tente de déterminer le « vrai » et le « faux », est substituée une étude pragmatique en termes de réussite ou d'échec. Pour ce faire, l'ouvrage est découpé en trois parties, les deux premières se focalisant sur l'Amérique rurale et sur les problèmes rencontrés pour dénombrer la production agricole, la dernière sur l'Amérique urbaine et sur la montée du chômage et sa quantification à la suite de la Grande Dépression.

La première partie expose le mouvement par lequel une méthode statistique – la « méthode des correspondants » – qui permettait d'évaluer la production agricole se trouve remise en cause avec la crise de 1929. C'est dans l'Amérique « libérale » des années 1920 qu'est en effet organisée une étude des exploitations agricoles afin de lutter contre la spéculation et garantir une homogénéité

1. Titre donné par Pierre Bourdieu à l'une des sections de ses *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, chap. 5.
2. « Citoyen-ne-s plus ou moins politisé-e-s, travailleur-e-s aux statuts juridiques, conditions d'exercice et formes de subordination pour le moins variés, êtres de chairs et de sang, sexués, inscrits dans une histoire familiale et sociale » (p. 13).
3. À propos de l'ouvrage d'Emmanuel Didier, *En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*, Paris, La Découverte, 2009 (Textes à l'appui. Anthropologie des sciences et des techniques), 318 p.

de prix aux agriculteurs. Cette quantification s'effectue par le recours à des « correspondants » – élus puis fermiers volontaires uniquement dans un second temps – qui estiment le rendement de leurs terres et de celles de leurs voisinages, dont le nombre atteint près de 40 000 en 1926 (p. 26). Si elle pose de nombreux problèmes, notamment pour apprécier les terres non occupées, cette mobilisation des citoyens s'accompagne d'une conception « participationniste » que l'auteur rapproche des réflexions alors menées par John Dewey. Les fermiers sont en effet pleinement investis dans cette entreprise : on s'appuie sur leurs compétences et sur leur expérience de la « terre » pour faire des estimations les plus précises possibles – compétences et expérience indissociables d'une conception traditionnelle du « métier ». Ces informations, recueillies au niveau de chaque État fédéral, étaient transmises à un statisticien et faisaient alors l'objet de corrections et d'agrégations de manière à faire apparaître « les États-Unis comme un tout » (p. 69).

Avec la crise de 1929, cette méthode, pourtant ancrée dans l'administration et qui témoignait d'un lien particulier entre statisticiens et fermiers, va être progressivement remise en question. Car le caractère « volontaire » des correspondants recouvrait deux sens : d'une part, ils se désignaient pour participer à la récolte des informations ; d'autre part, ils étaient considérés comme responsables de leurs réussites et de leurs échecs. Après la Grande Dépression, cette conception individualiste est délaissée et, à l'aide de nouvelles techniques statistiques, on tente de replacer les fermiers dans un ensemble de conditions qui les dépassent et qui engagent la réussite de leur production. Dans ce cadre, l'enjeu n'est plus tant de lutter contre la spéculation que de garantir l'ajustement entre offre et demande. Pour cela, les outils fournis par la méthode des correspondants apparaissent inadaptés ; il faut au contraire inciter les fermiers à réduire leurs récoltes contre des subventions, à partir de quotas de productions établis par le Service statistique du ministère de l'Agriculture. On n'évalue plus la production *ex post* ; elle est fixée *ex ante*. Pour mettre en place cette politique de relance, à l'opposé du « laisser faire » des années 1920, on s'appuie sur des dispositifs de contractualisation : chaque fermier peut souscrire, individuellement, un contrat avec l'État qui l'engage à réduire le volume produit contre une

compensation financière. Si ce déplacement transforme la vision de l'Amérique à travers la production statistique, elle conduit également à rompre les liens qui unissaient les fermiers aux statisticiens. Ces derniers occupent une position désormais proche de celle du préfet, où la description de la réalité tend à se confondre avec sa maîtrise. Surtout, les statisticiens sont dans l'incapacité, comparativement à la période précédente, de répondre aux gouvernants et d'alimenter en chiffres et données leurs réflexions.

C'est dans cette situation « déliquescence » qu'apparaît progressivement la méthode du sondage aléatoire, analysée dans la seconde partie de l'ouvrage. Celle-ci se construit peu à peu : dès les années 1920, les statisticiens identifient des limites à la méthode des correspondants et des corrections, voire des alternatives sont envisagées. Pour résoudre les biais « psychologiques » des fermiers et leur évaluation de la production jugée trop « subjective » est mise au point une machine – le *crop meter* – permettant de mesurer la longueur d'un champ de maïs en le longeant en voiture. Les enquêtés ne sont dorénavant plus des volontaires, comme l'étaient les fermiers « correspondants », mais résultent d'un tirage au sort, réalisé indépendamment de leur volonté. À la représentation politique du fermier correspondant succède une représentation statistique par le tirage aléatoire : ce n'est plus sa qualité de volontaire qui est recherchée, ni la connaissance de ses terres et ses compétences d'agriculteur, mais celle d'être un élément représentatif d'un tout qui lui échappe. Ceci n'est pas sans rappeler le compromis entre une conception domestique du métier défendue par les mouvements de classes moyennes et une visée industrielle soutenue par les syndicats d'ingénieurs, qui avait favorisé, dans la France des années 1930, l'émergence du groupe des cadres¹. L'affrontement entre deux conceptions de l'échantillon représentatif – le choix judicieux contre le sondage aléatoire – ne se limite pas à un simple débat méthodologique mais comporte des enjeux moraux et politiques, car « l'aléa est la négation de toute volonté : celui qui est tiré aléatoirement est précisément celui qui n'a pas choisi d'être sélectionné » (p. 130). L'auteur retrace le chemin parcouru pour que l'aléatoire s'impose au détriment du choix judicieux, en montrant comment le premier fait l'objet d'un fort investissement par les statisticiens, du fait notamment de

1. Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minit, 1982.

la possibilité d'y réaliser une stratification permettant de comparer diverses zones géographiques. Cette solution du sondage aléatoire stratifié se stabilise progressivement, et avec elle la conception d'enquêtes représentatifs, « tirés au sort de façon parfaitement indépendante de leur volonté, à leur insu, [qui] étaient questionnés sur leurs réactions à des forces qu'ils ne maîtrisaient pas davantage » (p. 202).

Ces processus de décomposition puis de solidification d'une méthode statistique constituent également la troisième partie de l'ouvrage, cette fois consacrée au problème du chômage. Du début du 20^e siècle jusqu'à la fin des années 1920, trois sources de mesure du chômage se donnaient à voir, l'une provenant du recensement, l'autre des syndicats et liée au ministère du Travail, la dernière étant davantage le produit des universitaires. Or, ces conceptions fournissent des interprétations et des résultats contradictoires. En effet, à la suite de la crise de 1929 et jusqu'en 1937, on ne disposait pas d'instrument de mesure du chômage fiable. L'enjeu était pourtant de taille : la contradiction entre un chômeur jusqu'alors perçu comme responsable de sa situation et le nombre croissant de personnes prenant place dans les rues – et dont il devenait difficile de soutenir qu'elles étaient à l'origine de leurs échecs – ne pouvait être totalement dissimulée. C'est dans la mise en visibilité d'une condition commune qu'une demande de nouvelles bases statistiques s'opéra, le contraste entre l'expérience vécue et les formes de figuration du monde que constituent les statistiques n'étant alors plus tenable.

Pour résoudre cette situation, de nouveaux enquêteurs furent recrutés dès 1933 pour mener à bien une mesure du chômage : les chômeurs eux-mêmes. La création de l'Administration des travaux civils eu précisément pour visée de donner du travail aux plus démunis, prêtant le flanc à la critique des libéraux qui y voyaient une intervention susceptible de troubler le fonctionnement du libre marché. Cette conception « participationniste » de la mesure du chômage n'est cependant pas sans créer ou sans actualiser certains clivages : les « cols blancs » – dont l'aversion envers l'inscription sur les listes du chômage était particulièrement prononcée du fait du stigmate qui y était associé – sont mieux payés dans cette tâche que les employés et les ouvriers. La relation d'enquête auprès des autres chômeurs est également l'occasion d'une mise à distance, voire d'une mise en altérité du chômeur enquêté. La systématité de

ces enquêtes va permettre de diffuser la pratique du sondage. Ce recours aux populations les plus touchées par la crise pour donner corps aux chômeurs suscite cependant de plus en plus de critiques. Les travaux menés notamment par les cols blancs sont dénoncés pour leur manque de réalité – le *boondoggling* – et considérés comme de simples soins palliatifs visant à occuper une population, sans véritablement affronter le fond du problème. De plus, un conflit d'intérêts fut dénoncé entre une Administration des travaux civils chargée de mesurer le chômage et des enquêteurs-chômeurs ayant également tout à gagner à ne pas voir le phénomène diminuer, sous peine de perdre leur statut d'enquêteur.

Le développement de la méthode du sondage aléatoire dans l'analyse du chômage a des effets similaires au cas de l'agriculture : le « participationnisme » est écarté au profit d'une approche plus experte du phénomène, appuyée sur des statisticiens qui se constituent progressivement en un corps professionnel. Les rapports des statisticiens, qui visaient dans la période du laisser-faire à informer le public, sont plus confidentiels par la suite et alimentent les réflexions gouvernementales de beaucoup plus près. Un autre épisode est à ce titre éclairant : le lancement en 1937 par Roosevelt d'une enquête sur le chômage à partir d'une déclaration volontaire. En même temps, l'enquête est réalisée avec la méthode de l'échantillon aléatoire, qui va progressivement s'imposer. Les deux conceptions reposent sur une représentation différente des victimes du chômage : alliées à l'État et aux statisticiens dans la première, par une participation volontaire ; objets d'une objectivation extérieure dont ils ne connaissent pas toujours l'existence dans la seconde. La dimension proprement politique de l'objet est ainsi tout entière contenue dans ces conceptions de l'Amérique et de la démocratie qui se manifestent dans les inférences tissées par les statisticiens, ou encore dans les modalités d'élaboration de leurs méthodes d'observation.

Mais si l'ouvrage est riche d'éléments empiriques, exposés avec une écriture particulièrement fluide permettant de dépasser le caractère parfois ardu des éléments discutés, il ne manque pas d'ambitions théoriques. En effet, l'auteur formule plus explicitement dans la conclusion une théorie de la « consistance », sur laquelle il est nécessaire de s'arrêter plus avant. Par consistance, l'auteur désigne la forte congruence entre des éléments statistiques, des visées politiques et des modes

d'organisation du vivre-ensemble. Atteindre une telle solidité n'a rien d'automatique : c'est par un travail social minutieux d'intéressement et de traduction que, pas à pas, une instrumentation statistique modifie l'image que se donne la société et, partant, la société en tant que telle. Les statistiques, dans cette approche, sont bien plus – et bien autre chose – qu'un simple reflet de la société : elles informent les pratiques mais sont également transformées par elles. En se focalisant sur les éléments épars qui parviennent jusqu'aux statisticiens – le plasma – et dans lesquels ils tentent, par mille et une manière, de mettre de l'ordre, Emmanuel Didier montre ainsi comment l'agrégation d'éléments hétérogènes peut, parfois et à l'aune de conditions favorables, faire corps. En ce sens, la théorie de la consistance avancée par l'auteur peut être approchée comme un cadre d'analyse des institutions, bien que le terme n'occupe pas en tant que tel une place essentielle dans l'ouvrage. Plus précisément, ce sont les processus d'institutionnalisation et de décomposition qui sont au cœur de l'enquête, et dont l'Amérique de la première moitié du 20^e siècle fournit le cadre. Car si le travail de solidification réussit quelquefois, il peut également s'effondrer : l'étude du New Deal montre comment la méthode des correspondants, adaptée aux réflexions pré-crise et au laisser-faire libéral, ne permet plus de répondre aux problématiques posées par la montée du chômage.

Si les voies ouvertes par ces développements sont particulièrement fécondes et offrent des vues qui dépassent la seule question des statistiques, certains éléments pourraient être approfondis, dans la mesure précisément où l'hypothèse de la consistance comme celle de la déliquescence d'un agrégat statistique nécessitent d'élargir l'analyse au-delà du travail mené par les statisticiens eux-mêmes. Cela demande de pousser plus loin encore la perspective latourienne adoptée par l'auteur, afin de suivre l'ensemble des réseaux dans lesquels sont manipulées les informations produites par les statisticiens. Ce travail aurait pu être mené, par exemple, afin de comprendre comment un député, après avoir été intéressé par la cellule statistique, tente de lancer une grande enquête par sondage sur l'agriculture (projet de loi de Buchanan en 1929, p. 149). De même, des informations sur l'état des syndicats et organisations

professionnelles américaines auraient été précieuses pour comprendre pourquoi la contractualisation des subventions agricoles en 1933 fut organisée à un niveau simplement individuel, à une époque où le recours à une explication en termes de responsabilité collective semble pourtant prendre une place considérable. Il aurait également été intéressant de tirer des conclusions, grâce aux comparaisons effectuées, sur les conditions qui favorisent le développement ou l'abandon d'une instrumentation statistique, l'hypothèse d'une convergence avec le type de mouvements prévalant au sein de la société étant éclairante mais insuffisante pour rendre seule compte des changements qui s'opèrent du côté des statisticiens. Surtout, elle pourrait enfermer dans une conception de la statistique comme simple outil de description de la société, alors que l'auteur montre bien qu'elle contribue parfois de façon décisive à son maintien dans un contexte où elle est sérieusement menacée de décomposition.

Un dernier point, enfin, paraît essentiel pour poursuivre l'entreprise engagée par l'auteur : celui des modes d'articulation entre les réflexions issues des sciences sociales et des dispositifs d'organisation du social, couramment élaborés par l'État. L'ouvrage montre en effet les affinités qui lient, à cette époque, les réflexions développées par Dewey et les pratiques d'enquête statistique mises en place au sein de l'administration américaine. Cette piste est d'autant plus riche que de nombreux travaux ont également souligné, dans le cas français, la congruence entre les réflexions durkheimiennes et les réformes ayant trait notamment au monde du travail, comme ceux de C. Didier¹. Si cela laisse à penser que deux formes de représentation du citoyen se mettent en place à cette même époque (le public investi de sa fonction pour Dewey ; le travailleur représenté dans des groupements professionnels pour Durkheim et le rôle attribué au droit), cela invite surtout à mener plus précisément une comparaison contrastée de l'apport du durkheimisme en France et des réflexions de Dewey et du « participationnisme » dans l'Amérique du début du 20^e siècle. Cette voie permettrait également de prolonger les réflexions d'Emmanuel Didier, afin d'élaborer un cadre d'analyse dans lequel pourraient être étudiées les manières dont s'articulent et s'imbriquent monde

1. Voir notamment Claude Didry, « La réforme des groupements professionnels comme expression de la conception durkheimienne de l'État », *Revue française de sociologie*, 41 (3), 2000, p. 513-538.

social et savoirs sur le monde social. Des phénomènes qui ne se donnent pas comme entièrement définis dans le langage des « effets de théorie » ou dans celui de la « performativité », particulièrement prégnants dans le cas de l'économie, mais qui échouent à expliquer ce que la théorie doit au monde social dans lequel elle prend forme.

Thomas Angeletti -
EHESS, GSPM

— La genèse de l'État et de l'économie libérale : le charme anglais¹

En quoi les rapports entre l'économie et le politique sont-ils spéciaux dans les pays développés capitalistes ? Et en quoi ces rapports spéciaux se distinguent-ils de ceux qu'on observe aujourd'hui dans les pays en développement, ou bien dans ce qu'on peut reconstituer à partir des archives laissées par les sociétés passées ? Ces questions canoniques emportent, on le sait, toute une série de dilemmes constitutifs des sciences sociales, par exemple sur la construction de l'État, la naturalité de l'économie, la diversité ou la convergence des trajectoires de développement. Dans le présent ouvrage, Douglass C. North, John Joseph Wallis et Barry R. Weingast reprennent de plain pied l'ensemble de ce champ problématique, qu'ils interrogent à partir de l'appareil analytique qu'on leur connaît depuis de longues années : l'économie néo-institutionnaliste, une dose de *Public choice*, le paradigme des *constitutional commitments*, et une assez solide culture historique. Le fond de l'argument s'organise d'abord autour de l'opposition entre deux modèles de sociétés qu'on aurait qualifiés dans le temps de despotique et de libéral ; puis, classiquement, s'ajoute une théorie de la transition de l'un à l'autre.

D'une part s'observent donc des sociétés dites à accès limité (*limited access*) : pour résumer, les ressources économiques et les leviers politiques sont réservés à une élite plus ou moins étroite et plus ou moins fractionnée. L'ordre politique et la stabilité sociale vont dépendre des alliances formées entre ces fractions : leur rupture peut conduire très vite à la violence ouverte, comme

l'illustrent sans doute les guerres civiles libyenne et syrienne. Au sein de ce modèle générique, nos auteurs distinguent toutefois des variantes. À un « État naturel », assez fruste, qui serait une sorte de norme despotique tendancielle dans l'histoire de l'humanité, ils opposent les États plus mûrs, plus prometteurs, qui portent la possibilité de développement économique relativement soutenu. Sans doute peut-on mettre ici le cas de nombreux pays émergents, telles la Chine, l'Indonésie, la Russie, le Mexique, etc.

Face à la logique de l'accès limité vient un nombre historiquement étroit de sociétés à accès ouvert (*open access*) – peut-être une vingtaine de pays en tout aujourd'hui, nous est-il dit. Le trait marquant est ici la concurrence dans les champs économique et politique : droit de vote universel et liberté de s'organiser politiquement ; libre entreprise et accès concurrentiel aux marchés de biens et de facteurs. Donc, toute position dominante est soumise potentiellement à la concurrence d'innovateurs ou de nouveaux entrants. Dès lors, ces sociétés tiennent ensemble non plus en raison de pactes défensifs entre fractions des élites, mais en raison des bénéfices généralisés de l'innovation et de la concurrence – croissance plus forte, amélioration des niveaux de vie, *accountability* des dirigeants.

Si l'on cherche alors quelle est la micro-économie ou la micro-politique de ces deux modèles, deux termes ressortent avec force. D'abord, l'extension de la concurrence est associée à celles des droits individuels impersonnels, qui assurent la circulation des personnes, des biens, des capitaux et des idées. On est ici dans les classiques de l'économie néo-institutionnaliste. S'ajoute un élément plus original : l'idée qu'un privilège longtemps défendu par les élites illibérales est l'accès aux « organisations perpétuelles », dotées de la personnalité morale, qui donc survivent aux personnes qui les rejoignent et les quittent. Sur ces corps civils repose la capacité à structurer l'initiative sociale, à mobiliser des ressources ou à entrer dans des rapports d'autonomie critique face à l'État. Ils sont donc des instruments intermédiaires du pouvoir, entre le capital, les intérêts privés et la mobilisation.

1. À propos de Douglass C. North, John Joseph Wallis, Barry R. Weingast, *Violence et ordres sociaux. Un cadre conceptuel pour interpréter l'histoire de l'humanité*, Paris, NRF-Gallimard, 2010 (Bibliothèque de sciences humaines) (1^{re} éd. américaine : 2009), 456 p.